

Unité départementale du Bas-Rhin

Strasbourg, le 07/02/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **Kimmel Finances**

Parc d'Activités d'Alsace Bossue  
67320 THAL DRULINGEN

Références : 13389/DB

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2022 dans l'établissement Kimmel Finances implanté Parc d'Activités d'Alsace Bossue 67320 THAL DRULINGEN. L'inspection a été annoncée le 20/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite de mise en service.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Kimmel Finances
- Parc d'Activités d'Alsace Bossue 67320 THAL DRULINGEN
- Code AIOT dans GUN : 0003013389
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non

Le 18 juillet 2018, la société Kimmel Finances a sollicité l'autorisation d'exploiter une plateforme logistique sur le territoire de la commune de THAL-DRULINGEN, dans le parc d'activités d'Alsace Bossue.

Le projet consiste à créer un entrepôt de grand volume sur un terrain inoccupé, dans une zone d'activités. Cet entrepôt comprend deux cellules d'un volume de 161 322 m<sup>3</sup> chacune.

Le site stocke tout type de marchandises comme des matières combustibles, du bois, des polymères, des papiers ... Il comporte également des bureaux.

Les habitations les plus proches sont à 1100 m environ, commune de Thal-Drulingen.

Le site est en dehors de tout périmètre de protection lié à un captage d'eau potable.

La mise en exploitation totale du site a débuté en novembre 2021.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Dispositions constructives
- État des matières stockées
- Moyens de lutte contre l'incendie et confinement des eaux d'extinction
- Installations électriques et équipements métalliques
- Locaux de charge de batteries
- Surveillance de rejets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie et confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 05/06/2019, chapitres 7.1 et 7.2	/	

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 4	/	
État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 1.4	/	
Moyens de lutte contre l'incendie et confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 13	/	
Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 15	/	
Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Préfectoral du 05/06/2019, points 20,21 et 22	/	
Locaux de charge de batteries	Arrêté Préfectoral du 05/06/2019, chapitre 8.2	/	
Surveillance de rejets	Arrêté Préfectoral du 05/06/2019, chapitre 9.2	/	

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

\*La signalisation de la vanne de confinement située à proximité du bassin de rétention reste à mettre en place.

\*Concernant le chapitre 8.2 dédié aux locaux de charge de batterie, l'exploitant va produire un porté à connaissance afin de conformer l'AP du 05 juin 2019 en rapport à l'existant.

\*La vérification de l'installation du dispositif de protection contre la foudre doit rapidement être vérifiée par un organisme compétent, distinct de l'installateur.

\*La mise en place du carnet de bord et des différents documents relatifs à l'article 22 reste à finaliser.

\* L'exercice de défense contre l'incendie avec le SDIS est prévu début mars 2022.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 4
<b>Prescription contrôlée :</b> «Les éléments de structure, suite à un sinistre n'entraînent pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockages avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduisent pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. «les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R60
<b>Constats :</b> Les éléments de structures ont une stabilité au feu R120. La stabilité au feu de l'élément médian séparant les 2 cellules est R180. L'existant est donc conforme aux prescriptions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

### Nom du point de contrôle : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 1.4
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. « Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux. « L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement ... « L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis l'état des matières stockées au cours de la visite via une extraction de sa base de données. Cet état est mis à jour en tant que de besoin quotidiennement via le logiciel informatique. La quantité de solides inflammables relevant de la rubrique ICPE n°1450-2 est nulle. Aucun produit liquide dangereux n'est entreposé.  Les constats effectués lors de l'inspection sont conformes aux prescriptions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte contre l'incendie et confinement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 13
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>« Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>« Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. »</p>
<p><b>Constats :</b> Le moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours est conforme aux prescriptions.</p> <p>Aucun exercice de défense contre l'incendie n'a été réalisé depuis le début d'exploitation. Cependant, l'exploitant s'est engagé à réaliser un exercice de défense contre l'incendie au cours du semestre à venir en fonction des disponibilités du SDIS local.</p> <p>Cet exercice déjà programmé en 12/2021 a été annulé à cause du COVID. Il est reprogrammé pour début mars 2022.</p> <p>Une formation a été dispensée au personnel :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le 16 septembre 2021 par la société Minimax à 4 personnes dont l'objet est l'utilisation du système d'extinction et du réseau RIA.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte contre l'incendie et confinement des eaux d'extinction

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/06/2019, chapitre 7.1 et 7.2

**Prescription contrôlée :**

« ... L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ...

« Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et réserves d'eau nécessaires.

« La défense contre l'incendie est assurée par :

- depuis la voie publique : 2 poteaux d'incendie normalisés offrant chacun un débit de 60 m<sup>3</sup>/h depuis le réseau public ;
- 8 poteaux d'incendie internes, avec raccords normalisés, permettant de délivrer un débit minimal sur au moins 4 poteaux simultanément de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar, ce réseau est relié à une réserve d'eau de 720 m<sup>3</sup> au total, le dispositif de mise en pression du réseau doit fonctionner en cas de coupure de l'alimentation électrique du site ;
- une deuxième réserve d'eau de 720 m<sup>3</sup> est à disposition des pompiers via 6 aires d'aspiration adaptées aux véhicules des services de secours.

Les divers poteaux d'incendie sont distants de moins de 150 m.

« Le volume global des réserves en eau pour les moyens incendie est de 1440 m<sup>3</sup> qui sont disponibles au total pendant une durée de 2 heures.

« Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement et de collecte des eaux pluviales de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

« L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie sont confinés afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

« Le confinement se fait de la manière suivante :

- rétention dans les cellules, soit 894 m<sup>3</sup> pour les deux cellules ;
- rétention dans un bassin spécifique de 2 250 m<sup>3</sup>.

« La capacité totale de confinement sur le site est de 3 144 m<sup>3</sup>.

**Constats :** Un contrôle des extincteurs et moyens incendie est programmé pour le 14 février 2022.

L'exploitant a présenté le plan d'intervention du site. L'emplacement, les moyens en quantité, débit, volume, ..., relatifs à la défense incendie et mis à disposition des services de secours sont conformes aux prescriptions. Aucune observation n'est soulevée par l'inspection .

Le confinement des eaux d'extinction d'un incendie est réalisé par :

- un bassin de rétention d'un volume de 2 250 m<sup>3</sup> ;
- la pente du dallage dans les cellules pour un volume de 894 m<sup>3</sup>.

Ces volumes répondent au dimensionnement réalisé conformément au guide D9A1 qui évalue le volume à mettre en rétention à 3 144 m<sup>3</sup> .

L'inspection a par ailleurs observé que le bassin de rétention était propre, quasi vide et donc en pleine capacité d'accueil.

La vanne située à proximité du bassin de rétention est reportée sur le plan de masse. La fermeture de celle-ci est asservie à la détection incendie et peut être actionnée localement en mode manuel (volant). **Sa signalisation est par ailleurs à mettre en place.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques et équipements métalliques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 15
<b>Prescription contrôlée :</b> « Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. «A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection un certificat attestant de la conformité des installations électriques en place. un contrôle de celle-ci est programmé pour le 14 février 2022 par un organisme agréé. Le rapport de contrôle sera transmis à l'inspection dès réception. le dispositif de coupure le l'alimentation électrique générale est conforme aux prescriptions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques et équipements métalliques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2019, articles 20,21 et 22
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre,  «L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. «Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. «Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximal d'un mois, par un organisme compétent. «L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
<b>Constats :</b> L'installation du dispositif de protection contre la foudre est conforme. Les prescriptions de l'article 21, notamment la vérification complète de l'installation par un organisme compétent, distinct de l'installateur ... doivent être effectuées rapidement. Le carnet de bord ainsi que la mise en place des différents documents relatifs à l'article 22 étaient en cours de finalisation le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**Nom du point de contrôle :** Locaux de charge de batteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2019, chapitre 8.2
<b>Prescription contrôlée :</b> «Le site dispose de deux locaux de charge de batteries. Ils présenteront des murs coupe-feu 2 heures avec une porte coupe-feu 2 heures de communication avec l'entrepôt. «Chaque local sera équipé d'une tourelle d'extraction d'air ou d'extraction en façade. Le fonctionnement des chargeurs sera asservi au fonctionnement de ces tourelles.
<b>Constats :</b> L'exploitant a opté pour une utilisation de batterie pur plomb XFC. Il a disposé dans chaque cellule une zone dédiée à la recharge de celles-ci sur le véhicule. Ce type de batterie ne produit aucune réaction chimique pendant sa recharge. En conséquence, l'exploitant va produire un porté à connaissance afin de conformer l'AP du 05 juin 2019 en rapport à l'existant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**Nom du point de contrôle :** Surveillance de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2019, chapitre 9.2
<b>Prescription contrôlée :</b> «Surveillance du bon fonctionnement du dispositif décanteur/séparateur d'hydrocarbures des eaux pluviales «Une fois par an, l'efficacité du dispositif décanteur/séparateur d'hydrocarbures est vérifiée. Cette vérification et ses conclusions sont enregistrées.
<b>Constats :</b> Ce point de contrôle n'a fait l'objet d'aucune remarque.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites